



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX













Travaux de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique de la CCI RODEZ par la dépose de groupes froids et pose de PAC réversibles

Maître d'ouvrage (MOA)
CCI AVEYRON – Cité de l'Entreprise et de la Formation
5 rue de Bruxelles – 12000 Rodez

Profil acheteur (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date et heure limites de réception des offres :
Jeudi 28 Mai 2026 – 14h00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique de la CCI RODEZ par la dépose de groupes froids et pose de PAC réversibles
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Aucune variante
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec (SOGED, F-Gas, ERP, décret tertiaire)
	Durée / Délai	4 mois
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.4.1 - Non-allotissement	Erreur ! Signet non défini.
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.2.1 - Forme juridique du groupement	Erreur ! Signet non défini.
2.3 – Variantes :	5
2.4 – Prestations supplémentaires éventuelles	5
3 - Les intervenants	5
4 - Conditions relatives au contrat.....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3- Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
6.1 - Documents à produire	7
6.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts.....	9
6.2 - Visites sur site OBLIGATOIRE	9
6.3 - Usage de matériaux de type nouveau	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1 - Transmission électronique	10
8 - Examen des candidatures et des offres.....	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.2 - Attribution des marchés	11
8.2.1 - Méthode de notation.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
8.3.1 - e-attestations	13
9 - Renseignements complémentaires	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet la passation d'un marché public de travaux portant sur la dépose de groupes froids existants et la fourniture-et installation de pompes à chaleur (PAC) réversibles, y compris l'ensemble des adaptations hydrauliques, électriques, régulation/GTB, raccordements et mises en service, ainsi que les prestations liées au chantier en site occupé et au respect des obligations ERP et du décret tertiaire.

Lieu d'exécution :

CCI AVEYRON
Cité de l'Entreprise et de la Formation,
5 Rue de Bruxelles,
12000 RODEZ

1.2 - Mode de passation

Procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés du fait de motifs techniques liés à la mise en œuvre technique de l'ouvrage et d'un engagement contractuel sur un niveau d'amélioration de l'efficacité énergétique.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

2.3 – Variantes

Aucune variante.

2.4 – Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelles (PSE) n'est demandée dans ce dossier.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Groupe OCD – BET TCE

16 avenue des Glycines

12850 ONET-LE-CHATEAU

Tél. : 0565870068

Représenté par M Olivier DOUSSIERE.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé (SPS) pour cette opération de niveau III sera désignée par ordre de service avant le démarrage de la période de préparation.

Elle sera assurée par :

ZD Formation

70 Avenue de Saint-Côme - 12500 ESPALION

Représenté par M Didier ZIEBA

3.4 - Contrôle technique

Sans objet.

3.4 – Exploitant du site / ERP :

Coordonnées de l'exploitant du site :

CCI AVEYRON

Cité de l'Entreprise et de la Formation,

5 Rue de Bruxelles,

12000 RODEZ

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée à l'article 5 du CCAP.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 09/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 12/2026.

La durée totale est estimée à 4 mois

- 1 mois de préparation, mise en place pour EXE
- 2 à 3 mois d'exécution

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. La facturation s'effectue obligatoirement sur le site Chorus Pro.

Aucune avance n'est versée au titulaire du marché, y compris dans les cas où celle-ci ne serait pas obligatoire au sens des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

4.3- Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Notamment la relation avec les services compétents pour toutes autorisations de voirie nécessaires au bon déroulement de l'ensemble des prestations objet de la présente consultation.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Pièces administratives :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'attestation de visite obligatoire
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le PGC

Pièces techniques :

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse technique à compléter
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cadre de réponse technique contractuel (Mémoire Technique)
- Les plans techniques (01-GC, 02A-GC, 02B-GC, 03-GC, 04-GC)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier

initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Documents obligatoires permettant d'apprécier la situation propre des opérateurs économiques :

- **Pièce 1** - Une lettre de candidature faisant également office, de déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L.2141- 7 à L. 2141-11 du ccp et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (DC1 ou équivalent téléchargeable à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; la version du DC1 à utiliser est celle de la DAJ mise à jour le 01/04/2019). En cas de candidature groupée, ce document est commun à l'ensemble des membres du groupement.
- **Pièce 2*** - Le numéro unique d'identification.
- **Pièce 3*** - Une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat, si la personne qui signe les documents n'est pas mandataire social mentionné dans l'extrait KBIS

Documents obligatoires permettant d'apprécier les capacités économiques et financières :

- **Pièce 4** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC2 (dernière version) ou le DUME)
- **Pièce 5*** - Attestation d'assurance (civile et décennale) en cours de validité couvrant les risques professionnels pertinents au regard de l'objet du marché pour lequel l'opérateur économique se porte candidat.

Documents obligatoires permettant d'apprécier la capacité technique et professionnelle :

- **Pièce 6*** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- **Pièce 7*** : Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, ***appuyée d'attestations de bonne exécution ou des contacts privilégiés pour les 3 plus importants*** (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) par année présentée. La liste des références ne pourra dépasser 20 références qui devront s'inscrire dans une cohérence technique certaine avec le présent dossier.
- **Pièce 8*** : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats:

- **Pièce 10*** : Habilitations spécifiques telles que :
 - ⇒ Qualifications spécifiques ingénierie et pose autour des équipements CVC et GTC
QUALIBAT 5213 « *Réalisation d'installation de chauffage avec chaudière gaz ou fuel en habitat individuel, collectif ou tertiaire de surface de plancher supérieure à 1000 m².* ».
QUALIBAT 5232 « *Réalisation d'installation de pompe à chaleur ou groupe froid en habitat individuel, collectif ou tertiaire de surface de plancher supérieure à 1000 m².* ».
QUALIBAT 5511 « *Réalisation de systèmes permettant d'assurer la gestion technique centralisée d'installations de chauffage, de ventilation ou de climatisation.* »
 - ⇒ Qualification Qualigaz (ou équivalent)
 - ⇒ Attestation de capacité F-Gas (fluides frigorigènes) pour l'entreprise réalisant la dépose / manipulation des fluides, Qualigaz si interventions gaz
 - ⇒ Habilitations électriques : B1V, B2V, BC.

Livrables attendus au titre de la performance énergétique (décret tertiaire) : planning de mise en service, réglages/paramétrages GTB/CTA/PAC, relevés de mesures à la réception (débits, températures, niveaux sonores).

* en cas de groupement, document à produire pour chaque membre

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) attention de veiller à parfaitement le compléter.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'attention des opérateurs économiques est portée sur ce qui suit :

Conformément à l'article L.2132-1 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique considère que certains éléments de son offre sont couverts par le secret des affaires, du secret du commerce et de l'industrie et du secret de fabrication, il lui appartient de l'indiquer dans sa proposition ou en annexe.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert par le secret des affaires, du secret du commerce et de l'industrie et du secret de fabrication ne sera acceptée.

Le caractère secret d'un ou de certains éléments de l'offre sera apprécié à l'aune des règles énoncées dans le code des relations entre le public et l'administration (notamment des articles L311-6 à L 311-8) et du Code pénal.

En cas de difficulté, l'acheteur public se rangera à l'avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (C.A.D.A.) et ne sera en aucun cas liée par les affirmations de l'opérateur économique en la matière. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait dès lors en aucun cas être recherchée à ce titre.

Important :

Afin de faciliter le traitement et l'analyse du présent marché, il est demandé aux candidats de ne pas modifier l'intitulé des documents, tels qu'ils ont été mis en ligne sur le profil acheteur.

De plus, les candidats doivent impérativement transmettre leurs documents spécifiques au format de fichiers PDF (les autres formats de fichiers ne sont pas autorisés).

Pièces de l'offre à remettre par le candidat :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) Excel + PDF (Fournir impérativement 1 exemplaire sous format Excel non modifié)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
Le cadre de réponse contractuel du Mémoire Technique (méthodologie, phasage en site occupé, qualité)	Oui
L'attestation de visite	Oui
Le planning prévisionnel	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection.

Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure.

En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

6.2 - Visites sur site OBLIGATOIRE

Une visite sur site est obligatoire.

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

La visite se déroulera le mardi 19 mai 2026 à 10h00 avec le représentant de la CCI Aveyron M Frédéric VERY et le représentant de la Maîtrise d'œuvre M Olivier DOUSSIÈRE.

L'attestation fournie au présent DCE doit être signée par les deux parties et jointe à l'offre du candidat.

L'attestation de visite ne sera pas signée en cas de départ anticipé du candidat.

La non-réalisation de la visite est éliminatoire et l'offre fournie sans cette attestation sera déclarée irrégulière.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement les lieux d'implantation objet des prestations du présent marché. En conséquence, il renonce à faire état ultérieurement de difficultés éventuelles qui pourraient provenir de la prise de connaissance des lieux.

Des questions / réponses pourront être fournies collectivement lors de la visite.

Dans un souci de transparence et de maintien de l'égalité de traitement, au terme de la visite un PV des questions réponses signé par l'ensemble des candidats présents à la visite sera envoyé complémentirement au registre des questions via le profil acheteur PLACE à tous les candidats.

6.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

..... pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : celle indiquée au CCTP "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde dématérialisée transmise dans les délais impartis. Cette copie doit porter la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt de plusieurs heures avant l'heure limite.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique au vu des éléments renseignés par le candidat dans son cadre de réponse technique et son planning prévisionnel	60.00
1.1-Délai d'exécution, fourniture du planning prévisionnel détaillé avec engagement à une date maximale de réalisation et de finalisation du chantier	15.00
1.2-Caractéristiques et performances techniques des équipements proposés avec mention de durabilité, garantie, indice de réparabilité, Interopérabilité et les coûts de maintien.	15.00
1.3-Cohérence des moyens humains et matériels proposés par le candidat permettant d'assurer les travaux définis dans les CCTP	15.00
1.4-Mesures envisagées pour la sécurité, l'hygiène et l'environnement dont performance en matière de gestion des déchets (réduction, traitement des matières dangereuses, recyclage et tri, limitation des nuisances de chantier, prise en compte du chantier en site occupé)	15.00
2-Prix selon le montant total indiqué dans le DPGF	40.00

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

8.2.1 - Méthode de notation

• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique fourni au DCE se fera sur la base du mémoire technique de l'entreprise, et selon les sous-critères énoncés.

- insuffisant 1/5 des points
- correct 2/5 des points
- satisfaisant 3/5 des points
- très satisfaisant 4/5 des points
- parfaitement adapté le total des points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :

Le prix sera apprécié pour chaque lot sur (40 points) au regard du total général figurant sur le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),

La méthode de calcul utilisée pour la notation du sous-critère « Prix des prestations » est la suivante :

(Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation (40)

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

La note totale sera établie par addition des notes attribuées aux différents critères.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Il est précisé que les résultats des calculs liés à la mise en œuvre de la clause de pondération des critères, seront arrondis au centième inférieur.

Par principe, l'analyse des prix s'effectue sur la base des prix exprimés en € HT. Lorsqu'au moins un candidat présente un ou plusieurs prix avec un taux de TVA différent que le reste de candidats, l'analyse du critère prix s'effectue sur la base des prix exprimés en TTC.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres et conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur public se laisse la possibilité d'engager des négociations auprès des trois premiers candidats sélectionnés au terme de la première phase d'analyse et au regard de la qualité de leur offre et du résultat de la concurrence.

Dans des conditions garantissant l'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure, les opérateurs économiques seront avertis, par l'acheteur public via la plate-forme de dématérialisation (profil d'acheteur) des modalités de la négociation.

Les opérateurs économiques ont le libre choix des moyens et des supports dématérialisés et sécurisés (horodatage par un tiers de confiance) pour présenter leur projet en phase de négociation et ce, à leur charge. Il est rappelé aux candidats que les fichiers doivent impérativement être transmis au format PDF (les autres formats de fichiers ne sont pas autorisés).

L'acheteur public peut procéder à des négociations successives aux fins de se voir apporter des compléments d'information si cela est nécessaire et de nouvelles offres.

En tout état de cause, les candidats ne peuvent pas modifier substantiellement leur offre à l'issue des négociations

Ne sont notamment pas considérées comme des modifications substantielles au sens de l'alinéa précédent :

- ⇒ les informations complémentaires en réponse aux questions des candidats,
- ⇒ les informations tendant à répondre à d'éventuelles contradictions ou difficultés d'interprétation entre les documents du présent marché qui ne seraient pas directement contraires aux informations déjà transmises.

L'attention des candidats est portée sur le fait que chaque candidat admis à la négociation est entendu dans des conditions de stricte égalité. Aucune information susceptible d'avantager un candidat au détriment d'un autre n'est communiquée par l'acheteur public.

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur peut renoncer à l'avantage de la négociation et attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

La négociation sera impérativement effectuée en présentiel ; compte tenu de la technicité élevée des prestations, de l'intervention en site occupé et des contraintes liées au fonctionnement d'un établissement recevant du public (ERP), la négociation est organisée exclusivement en présentiel afin de garantir une compréhension complète des enjeux techniques et organisationnels du marché.

Pour en permettre la traçabilité, tous les échanges seront effectués via le profil acheteur PLACE

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, dans le cas où le candidat se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation ou ne peut produire dans le délai imparti les documents exigés, sa candidature est déclarée irrecevable.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

8.3.1 - E-attestations

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal administratif de Toulouse

68 Rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE Cedex 07

Tél : 05 62 73 57 57 - Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Site : <https://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le:

CCIRA de Bordeaux - DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C
Immeuble Le Pôle - 11, avenue Pierre Mendès France - 33700 MERIGNAC
Contact : Stéphanie MARCON - Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél. : 05 55 12 20 47 - Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr
Site <https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/>